



PO/DM

CONFIDENTIEL

R.P. no. 11

dodis.ch/58432

Rome, le 26 juin 1991

a. 721.81

## RAPPORT DE FIN DE MISSION

### MALTE

Il y a maintenant quatre ans que Don Mintoff a perdu le pouvoir à la suite d'une campagne électorale violente et difficile. Les nationalistes obtinrent alors une majorité de 51 % des voix, mais le parti travailliste celle des sièges. Un amendement ultérieur à la Constitution permet maintenant aux nationalistes de gouverner avec une voix de majorité.

Pendant longtemps Don Mintoff a dominé la vie politique du pays et sa forte personnalité a empêché le rajeunissement nécessaire de son parti. Il laissait à ses successeurs un legs de divisions, de marasme économique et un isolement international, dû à une politique étrangère aventureuse.

Les premiers mois du Gouvernement nationaliste furent difficiles. Lorsque je fis une première visite à Malte en 1987, l'administration fonctionnait avec peine dans des locaux presque vides. Les commentaires du corps diplomatique résidant dans l'île étaient négatifs. Américains, Russes et Non-Alignés déploraient, chacun pour des raisons différentes, la duplicité et la mauvaise foi du Gouvernement maltais. Les Etats-Unis, en particulier, ne lui pardonnaient pas sa coopération avec la Libye. Le niveau de vie était bas et la presse faisait état de conflits sociaux, souvent violents. Les passions politiques sont très vives à Malte.

Quatre ans après, le tableau est bien différent et le ton est résolument à l'optimisme. L'économie privée, brimée par Don Mintoff, se développe. Sa structure est cependant fragile. Si l'on en croit les chiffres fournis par le parti travailliste: 43 % des travailleurs maltais dépendent encore à titre permanent ou semi-permanent du Gouvernement, 17 % travaillent pour l'exportation, 7 % pour le marché intérieur, 3 % dans l'agriculture et la

pêche, 10 % dans le tourisme.

Le Gouvernement maltais joue donc le rôle peu enviable de maître et patron et doit intervenir très directement dans les conflits sociaux, particulièrement ceux du chantier naval qui est, en outre, déficitaire. Il est difficile d'évaluer le coût social et économique de cette politique. On a tendance à Malte à cacher avec soin les insuccès et, n'était une excellente presse, les tensions qui agitent l'île seraient largement ignorées. La topographie du port de La Vallette permet de séparer tourisme et industrie et les poches de pauvreté sont donc peu apparentes.

La population maltaise est intelligente, travailleuse et désireuse d'améliorer son sort. Le Gouvernement s'efforce d'attirer dans l'île les industries de pointe, non polluantes, et les services. Malte est présentée en Extrême-Orient et en Australie comme une tête de pont vers l'Europe ou l'Afrique. Des accords aériens viennent d'être conclus avec la Thaïlande et l'Australie où réside une nombreuse colonie maltaise.

Les premiers succès sont là. Les investisseurs étrangers ont repris confiance. SGS Thompson (circuits intégrés) est devenu le premier employeur privé de l'île. Le pays s'ouvre lentement à la concurrence internationale. Il existe donc des possibilités accrues d'exportations pour la Suisse.

Le tourisme - notamment suisse - se développe et se diversifie; sa qualité s'élève bien qu'il reste encore dominé par un tourisme de masse britannique assez peu lucratif. En revanche, le centre bancaire "off-shore" a de la peine à démarrer. Malte n'est pas encore la Suisse de la Méditerranée.

Dans l'ensemble donc, le tableau est positif. Le niveau de vie s'est élevé et Malte paraît plus calme et plus prospère, encore qu'il ne faille pas se dissimuler des difficultés structurelles qui risquent de s'accroître encore avec l'essor du tourisme (manque de logements, utilisation peu rationnelle des ressources en eau et en terres). La beauté des îles maltaises attire la spéculation immobilière. Malte est en passe de détruire ses paysages et à plus long terme la pollution des eaux et de l'air la menace ce qui explique sans doute les diverses initiatives multilatérales du Gouvernement maltais. La protection de l'environnement sera sans doute un des grands problèmes de politique intérieure de ces prochaines années.



C'est dans le domaine de la politique étrangère que le Gouvernement maltais a rompu le plus nettement avec le passé. La ligne pro-occidentale l'a emporté au sein du parti nationaliste. Le ministre des affaires étrangères, M. Tabone, jugé trop proche du non-alignement, a été évincé de son poste et promu à la présidence de la République, une charge largement honorifique où il ronge son frein. Le Premier ministre, M. Fenech Adami a pris les affaires étrangères en main, seul d'abord lors du sommet à Belgrade, puis secondé par l'actuel ministre M. De Marco.

Malte n'a pas quitté le mouvement des Non-Alignés, mais lors du sommet de 1989 à Belgrade en a critiqué les méthodes et les excès. Le rapprochement avec l'Europe et les Etats-Unis s'est accentué. La Libye demeure certes un partenaire économique important, mais, en 1990, lors de la renégociation pour cinq ans du traité d'amitié et de coopération de 1984 avec ce pays, le Gouvernement maltais a réussi à éliminer les clauses de coopération concernant la défense et l'échange d'informations. L'analyse des textes montre que Malte a réussi dans une large mesure à se dégager de la tutelle encombrante de la Libye.

Lors des fêtes parfaitement organisées des vingt-cinq ans d'indépendance de Malte, le Gouvernement maltais a pour ainsi dire caché la présence d'une délégation libyenne. Tous les honneurs sont allés au duc d'Edimbourg et à M. Spadolini. L'Ordre de Malte - première confraternité multinationale de l'histoire - est le thème à la mode et les Maltais ne manquent pas de rappeler leur rôle historique dans la défense de la chrétienté.

Les relations avec l'URSS sont bonnes et de part et d'autre, l'on s'efforce de développer les échanges économiques et culturels. Cette politique habile a porté ses fruits. Le Sommet Gorbatchev-Bush, puis l'élection de M. de Marco à la présidence de l'Assemblée générale des Nations-Unies sont le signe d'une respectabilité internationale retrouvée. Malte bénéficie, en outre, d'un appui diplomatique et économique efficace de la part de l'Italie. Son influence s'est substituée à celle de la Grande-Bretagne qui reste cependant très populaire.

La guerre du golfe a porté un coup sensible à l'économie maltaise. Le tourisme s'est arrêté. Politiquement, en revanche, Malte n'a connu aucune difficulté particulière. Les sanctions décidées par le Conseil de sécurité sont, en vertu de la Constitution maltaise, compatibles avec la neutralité.

Il ne semble pas, en outre, que la coalition ait demandé des facilités particulières à Malte encore que sur ce point, il soit très difficile d'obtenir des informations précises. Les pays Nord-Africains désireux d'aider l'Irak se sont vu refuser le droit de passage dans les eaux territoriales maltaises.

La guerre du golfe a prouvé la vulnérabilité des petits pays. Malte se souvient avec un peu d'inquiétude que le Colonel Kadhafi avait menacé ses forages pétroliers malgré ses protestations d'amitié pour Don Mintoff. On s'attend maintenant à des découvertes importantes et le Gouvernement songe à se doter d'une défense nationale soit autonome, "soit en faisant appel à d'autres pays", information assez surprenante qui provient du MAE.

L'objectif immédiat de politique étrangère du Gouvernement maltais est l'adhésion à la CEE et il est probable qu'il en fera le thème de sa campagne électorale, l'an prochain. L'ouverture à l'Europe correspond sans doute dans une large mesure aux vœux de l'électorat. La Libye est un cheval perdant, même dans l'électorat travailliste.

Le parti travailliste n'est pas hostile à la CEE, mais juge le calendrier trop rapide. Malte, à son avis, n'est pas en mesure de supporter de plein fouet la concurrence internationale et il faut lui laisser le temps de s'adapter. Le raisonnement est assez semblable à celui que l'on entend en Suisse. La CEE n'est d'ailleurs pas pressée et Malte devra se contenter pour l'instant d'une prorogation de son accord d'association du 5 décembre 1970 et des protocoles qui le complètent.

Les relations avec la Suisse sont bonnes en dépit du malentendu désagréable qu'a provoqué l'invitation non suivie d'effet qu'un de nos compatriotes a présentée de son propre chef au Président Tabone à l'occasion des 700 ans de la Confédération. Les Maltais apprécient la participation intellectuelle et financière de la Suisse à la "Mediterranean Accademy of Diplomatic Studies", dirigée par notre compatriote M. Kappeler ainsi que l'excellent travail de nos experts au centre de formation électronique Fellenberg. La formation est, en effet, une des priorités du Gouvernement maltais et ces investissements modestes financièrement, mais de qualité, ont beaucoup relevé le crédit de notre pays à Malte. Il en va de même d'ailleurs de la présence très active de la Swissair dans l'île. L'exposition Ducros fut un très grand succès.

Il serait souhaitable que la Suisse conclue avec Malte un accord sur les échanges de stagiaires. Enfin, les autorités maltaises seraient disposées aussi à coopérer plus étroitement avec la Suisse dans la lutte contre le trafic de drogues. Les Maltais sont très préoccupés par le développement du trafic en provenance du Ghana et du Nigéria. L'île est prise pour base de redistribution vers la Sicile et l'Europe occidentale et notre consul honoraire a constaté une augmentation anormale des demandes de visas de tourisme d'Africains pour la Suisse.

La coopération bilatérale ou multilatérale avec Malte ne va donc pas au bénéfice unique de l'île et l'incertitude qui plane actuellement sur nos rapports avec la CEE devrait nous inciter à maintenir une présence active dans un pays, sensible à toute marque d'intérêt, si modeste soit-elle et dont la stabilité va aussi dans notre propre intérêt.

L'Ambassadeur de Suisse



Francesca Pometta

Copie:

- Monsieur l'Ambassadeur F. Pianca, Moscou